

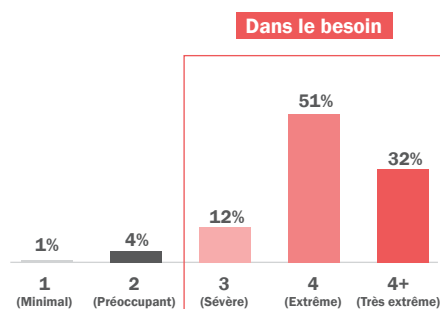
2022 MSNA BULLETIN

RÉSULTATS CLÉS

Décembre 2022
HAÏTI

CONTEXTE. La nature multiforme de la crise en Haïti explique que la coordination humanitaire estime à 4,9 millions le nombre de personnes dans le besoin en 2022. Tandis que l'accès humanitaire représente un obstacle de plus en plus tangible à la collecte d'information, en raison du caractère enclavé de certaines zones et du contexte sécuritaire volatile, les données disponibles sont souvent spécifiques à une intervention, un lieu ou un secteur. REACH Initiative, sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (GCIS) a facilité pour la première fois en Haïti une Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) qui couvre l'ensemble du territoire, afin d'informer le Cycle de programmation humanitaire 2023. La collecte de données a eu lieu du 12 juin au 13 septembre 2022. 3896 ménages ont participé en personne à l'enquête. L'échantillon est stratifié par grappes avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Les données sont disponibles au niveau des départements et des milieux (soit rural, soit urbain), et au niveau des communes pour la Zone métropolitaine de Port-au-Prince.

POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ¹ :

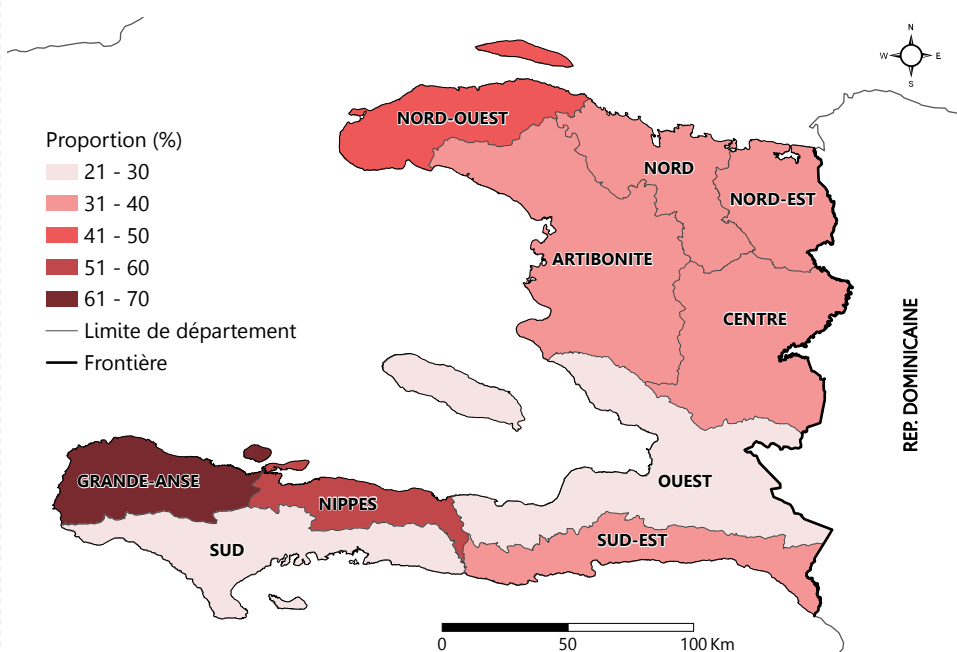


83%

des ménages en Haïti avaient **des besoins non-satisfaits extrêmes ou très extrêmes**, et notamment **45%** des ménages **ruraux** avaient des besoins non-satisfaits **très extrêmes** (contre 28% des ménages urbains).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR DÉPARTEMENT :

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4+, par département :



Prévalence des besoins extrêmes (4) et très extrêmes (4+), en particulier pour les ménages ruraux.

- La **quasi totalité (93%)** des **ménages ruraux** avaient des **besoins non-satisfaits extrêmes ou très extrêmes**, contre 80% des ménages urbains. En particulier, 45% des ménages ruraux avaient des besoins très extrêmes.
- Dans le contexte de résurgence de l'épidémie de choléra depuis le 1^{er} octobre 2022 qui s'est étendue rapidement et a atteint l'ensemble des départements, la situation en eau potable, hygiène et assainissement (EPHA) est problématique². En effet, 89% des ménages ont des besoins non-satisfaits en EPHA, et **98% des ménages ruraux (91% des ménages avaient même des besoins extrêmes ou très extrêmes)**. Cette situation est notamment due à la pratique de la défécation à l'air libre (26%) et à l'usage du trou ouvert (35%) comme infrastructure sanitaire utilisée habituellement.

Prévalence des besoins non-satisfaits très extrêmes (4+) en EPHA et en abris.

- Les trois secteurs présentant la **plus grande proportion de ménages avec des besoins non-satisfaits** sont l'**EPHA (89%)**, les **abris (68%)** et la **sécurité alimentaire (64%)**.
- En EPHA**, la situation s'explique principalement par un accès insuffisant aux infrastructures sanitaires et à l'eau. **Une forte proportion (60%)** des **ménages ruraux** des Nippes et de la Grand'Anse présentaient des **besoins en EPHA non-satisfaits très extrêmes**.
- Les trois départements les plus impactés par le séisme de 2021 et par l'ouragan Matthew de 2016 présentaient la plus forte proportion de ménages avec des **besoins en abris non-satisfaits très extrêmes** : **Grand'Anse (18%)**, **Sud (8%)** et **Nippes (7%)**.

Pour des résultats plus détaillés, veuillez consulter les pages suivantes.

ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU GLOBAL

CONTEXTE. La nature multiforme de la crise en Haïti explique que la coordination humanitaire estime à 4,9 millions le nombre de personnes dans le besoin en 2022¹. Tandis que l'accès humanitaire représente un obstacle de plus en plus tangible à la collecte d'information, en raison du caractère enclavé de certaines zones et du contexte sécuritaire volatile, les données disponibles sont souvent spécifiques à une intervention, un lieu ou un secteur. REACH, sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (GCIS) a facilité pour la première fois en Haïti une Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) qui couvre l'ensemble du territoire afin d'informer le Cycle de programmation humanitaire 2023.

Pays classé au 163^e rang sur 191 de l'Indice de développement humain (IDH)², Haïti connaît une dégradation du contexte socio-économique, politique et sécuritaire qui a récemment contribué à exacerber les problématiques structurelles. Cette dégradation se traduit notamment par un appauvrissement des ménages, lié à un taux d'inflation des prix particulièrement élevés alors que le pays dépend à 60% des importations de nourriture et à la montée de l'insécurité^{3,4}. Initialement concentrées dans certains quartiers de la ville de Port-Au-Prince, les activités des gangs armés se sont intensifiées et diffusées dans la majeure partie de la zone métropolitaine (ZMPAP), ainsi que dans les départements comme l'Artibonite, exposant ainsi une proportion non négligeable de ménages haïtiens à des exactions et des déplacements internes.

La collecte de données s'est inscrite dans un contexte accru de violence urbaine à Port-au-Prince et de fermeture de la Route Nationale 2, qui dessert les départements du Grand Sud, du fait de l'activité des gangs armés. Elle fait aussi suite au séisme du 14 août 2021 de 7,2 sur l'échelle de Richter qui a frappé les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud. Le séisme a touché plus de 800 000 personnes et plus de 650 000 personnes requéraient une

Presque les deux-tiers des ménages ruraux de la Grand'Anse (65%) et des Nippes (62%) présentaient des besoins non-satisfaits très extrêmes.

aide humanitaire d'urgence^{5,6}. Depuis la fin de la collecte de données, des troubles sociaux du fait de la crise du carburant et du coût de la vie ont parcouru le pays. Le 19 septembre, le groupement de gangs « G9 » a bloqué le terminal pétrolier de Varreux, principal point d'entrée du carburant du pays, pendant plus d'un mois. De plus, le 1^{er} octobre 2022, le Ministère haïtien de la Santé Publique et de la Population (MSPP) a rapporté un cas confirmé de choléra dans la commune de Port-au-Prince. Dans son rapport de situation du 28 novembre, le ministère rapportait 1031 cas confirmés et 227 décès, et un total de 10 247 cas hospitalisés depuis le début de l'épidémie.

CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

COUVERTURE géographique
par milieu (rural/urbain)

Areas excluded from sample

- High security risks
- Social unrest (09/2022)

Surveyed setting

- Rural
- Urban

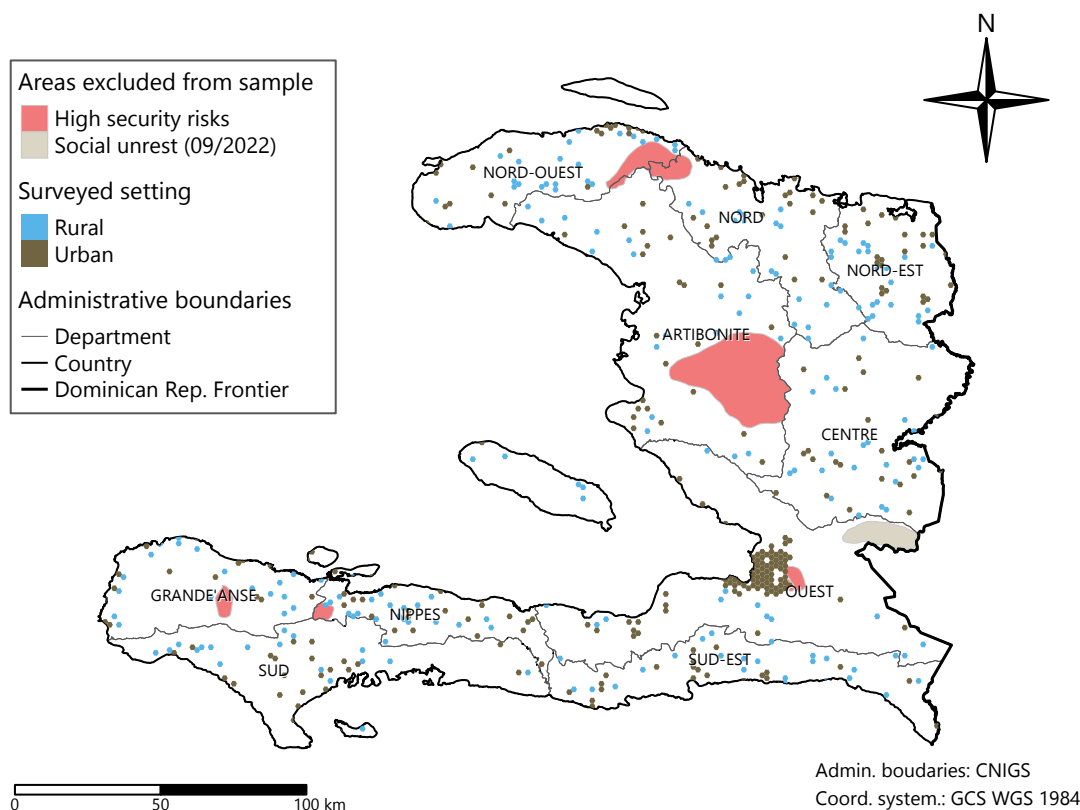
Administrative boundaries

- Department
- Country
- Dominican Rep. Frontier

Dates de collecte des données :
12 juin - 13 septembre

	Nombre de ménages évalués
Ensemble	3896
dont : ZMPAP*	1188
Milieu rural	1346
Milieu urbain	2250

* Zone métropolitaine de Port-au-Prince



Admin. boundaries: CNIGS
Coord. system.: GCS WGS 1984

INDICE DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

Dans le besoin	1 (Minimal)	1%
	2 (Préoccupant)	4%
	3 (Sévère)	12%
	4 (Extrême)	51%
	4+ (Très extrême)	32%

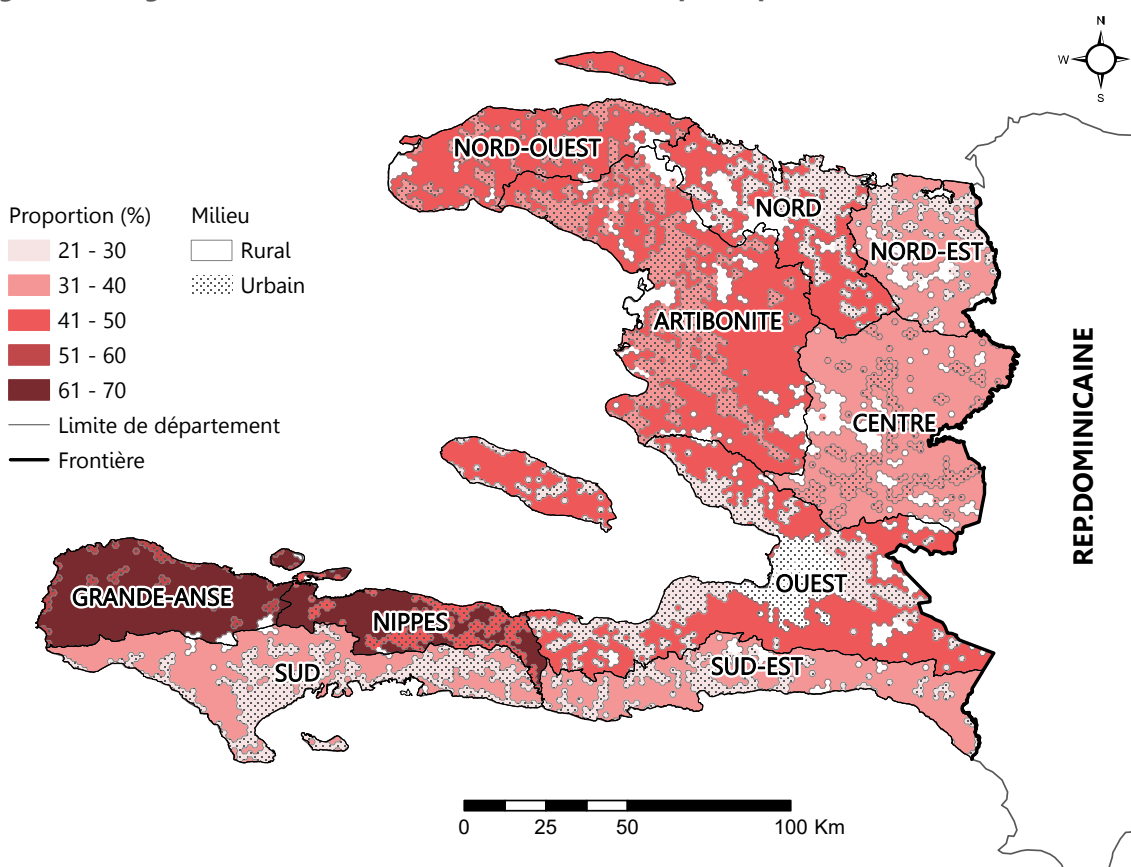
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage.

Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée dans chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+.

La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être trouvée [ici](#).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR MILIEU ET PAR DÉPARTEMENT :

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4+, par département et milieu (rural ou urbain) :



PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par zone géographique et par phase de sévérité :

	1	2	3	4	4+
Ensemble	1%	4%	12%	51%	32%
Milieu rural	0%	1%	6%	48%	45%
Milieu urbain	1%	5%	14%	52%	28%
Grand'Anse rurale*	0%	1%	10%	25%	65%
Cité Soleil	0%	2%	14%	66%	17%

Dans l'ensemble, plus de 80% des ménages présentaient des besoins non-satisfaits extrêmes (4) ou très extrêmes (4+).

Les ménages haïtiens **ruraux** connaissent la **plus forte proportion de ménages (45%) avec un MSNI 4+.** En particulier, la **Grand'Anse rurale** est la zone qui présentait la plus forte proportion de ménages avec des besoins non-satisfaits très extrêmes (65%). À Cité Soleil, une des communes pauvres de la ZMPAP* avec une forte présence des gangs, 83% des ménages présentaient des besoins non-satisfaits extrêmes ou très extrêmes.

*Tous les pourcentages présentés dans cette fiche d'information sont arrondis au pourcent le plus proche. Des divergences mineures dans les données et des pourcentages supérieurs à 100 peuvent donc apparaître.

*Zone métropolitaine de Port-au-Prince

BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DÉTERMINANTS

Quelles populations affichent les niveaux de besoins les plus importants ? Où sont-elles concentrées ? Quels sont les principaux facteurs déterminants de ces besoins ?

91%

des ménages ruraux ont des besoins non-satisfaits extrêmes en EPHA. 61% d'entre-eux ont rapporté le trou ouvert ou la défécation à l'air libre comme infrastructure sanitaire habituelle.

25%

des ménages ont rapporté vivre à l'air libre ou dans un abri collectif, improvisé ou non couvert ou que l'abri était totalement effondré ou trop endommagé pour y vivre¹.

- La quasi totalité des ménages (95%) étaient dans le besoin (dont 83% avec un MSNI supérieur à 4), quelque soit le département et le groupe de population concerné, à l'exception de l'Ouest urbain (91% des ménages dans le besoin). De nombreux ménages présentaient des besoins non-satisfaits très extrêmes (MSNI de 4+) avec néanmoins des différences entre milieux : 45% des ménages ruraux et 28% des ménages urbains.
- Les départements et milieux comprenant la plus grande proportion de ménages dont les besoins étaient très extrêmes sont la Grand'Anse rurale (65%) et les Nippes rurales (61%), zones fortement impactées par le séisme de 2021 et l'ouragan Matthew de 2016. Cette condition affectait aussi fortement les ménages de la Grand'Anse urbaine (53%), de l'Artibonite rurale (48%), des Nippes urbaines (48%) et du Nord Ouest rural (45%).
- Trois secteurs expliquent la forte proportion de ménages dans le besoin qui atteint 95%. En effet, 89% des ménages évalués avaient des besoins non-satisfaits en eau potable, hygiène et assainissement (EPHA), 68% en abris et 64% en sécurité alimentaire.
- Les besoins en EPHA étaient d'abord des problèmes d'accès à des latrines améliorées partagées par

moins de 20 personnes (seulement 36% des ménages ruraux et 62% des ménages urbains y avaient accès). Seuls 37% des ménages ont rapporté avoir accès à de l'eau en quantité suffisante². De plus, seuls 40% des ménages ruraux avaient accès à une source d'eau de boisson améliorée dans un temps acceptable³.

Les besoins non-satisfaits en eau potable, hygiène et assainissement, en abris et en sécurité alimentaire sont les plus prévalents.

- Les besoins en abris étaient liés au type d'abri d'habitation, car 25% des ménages ont rapporté vivre à l'air libre ou dans un abri collectif ou improvisé ou que l'abri était effondré ou trop endommagé pour y vivre. De plus, 60% des ménages ne vivaient pas dans un abri avec des conditions satisfaisantes⁴.
- Pour la sécurité alimentaire, 61% des ménages avaient un niveau de Phase de consommation de 3+ selon la Matrice de Few Net⁵, et notamment 22% des ménages ruraux du Nord Ouest et 20% de ceux l'Artibonite présentaient un niveau de 4+.
- Un quart des ménages (24%) avaient des besoins non-satisfaits et ont rapporté un manque de capacité, c'est-à-dire qu'ils usaient de stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance d'urgence⁶.
- Il existe peu de différences de vulnérabilités entre les départements et les milieux. Dans l'ensemble, 23% des ménages sont identifiés comme ayant des besoins multisectoriels non-satisfaits et considérés comme vulnérables. Le facteur principal est que le chef ou la cheffe de ménage avait plus de 65 ans (15%).
- Le profil de besoins multisectoriels le plus commun couvre l'EPHA, les abris et la sécurité alimentaire (24% des ménages). Le second profil le plus commun pour les ménages (10%) couvre l'EPHA et les abris. Quelque soit le milieu ou le département, le profil le plus commun est identique. Voir tableau ci-dessous.

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur humanitaire :

Secteur	Pourcentage
EPHA*	89%
Abris	68%
Sécurité alimentaire	64%
Santé	20%
Protection	16%
Éducation	14%

* Eau potable, hygiène et assainissement

Profil de besoins multisectoriels les plus communs, en général et par groupe de population :

Groupe de population	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Protection	Abris	EPHA
Population générale (24%), profil 1 ¹		✓			✓	✓
Population générale (11%), profil 2					✓	✓
Rurale (31%)		✓			✓	✓
Urbaine (21%)		✓			✓	✓
ZMPAP (16%)		✓			✓	✓

Le tableau ci-dessus montre les « combinaisons » les plus courantes d'un ou plusieurs LSG* parmi ceux qui sont dans le besoin afin d'identifier le profil de besoins le plus courant (qui peut consister en un ou plusieurs LSG). Le « profil 1 » est le profil le plus courant, le « profil 2 » est le second profil le plus courant.

Le tableau de gauche montre la proportion de ménages dans le besoin par type de LSG dans l'ordre décroissant afin d'identifier les besoins les plus courants parmi ceux qui sont dans le besoin.

ASSISTANCE HUMANITAIRE : PERCEPTION DES POPULATIONS AFFECTÉES

Pour plus de détails, **les résultats-clés sur la redevabilité envers les populations affectées sont disponibles [ici](#)**.

La réponse humanitaire s'est particulièrement concentrée sur les départements du Grand Sud suite au séisme du 14 août 2021. Les ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire principalement dans les départements fortement impactés par le séisme (de 17% dans la Grand'Anse à 28% dans les Nippes).

Parmi les ménages ayant reçu une assistance humanitaire, **55%** d'entre-eux ont rapporté **ne pas avoir été consulté vis-à-vis du type d'assistance désiré**, lorsque 25% ont rapporté l'avoir été lors d'un entretien direct et 15% dans un groupe de discussion.

20% des ménages étaient **insatisfaits du comportement des travailleurs humanitaires dans leur zone**. Les principales raisons évoquées pour justifier cette insatisfaction sont les comportements frauduleux ou corrompus des travailleurs humanitaires (32%), une prise en compte non satisfaisante des retours et plaintes sur l'intervention (5%) et avoir été témoin ou victime d'exploitation ou d'abus sexuels de la part des travailleurs humanitaires (5%).

Besoins prioritaires rapportés par les ménages (top 4)

Sec. Al.	58%
Abris	53%
Santé	44%
Moyens de subsistance	36%

L'amélioration de la situation sécuritaire a été rapporté comme prioritaire par **12%** des ménages urbains contre 1 % des ménages ruraux, les latrines par respectivement 10% et 21%, et les intrants agricoles et semences par 5% et 11%. De plus, **80%** des ménages des départements de la **Grand'Anse** et des **Nippes fortement impactés par le séisme de 2021 ont rapporté les abris comme besoin prioritaire**.

Moyen de communication privilégié pour recevoir de l'information (top 5)

Appels téléphoniques	67%
Télévision et radio	32%
SMS et textos	23%
WhatsApp	15%
En face-à-face	13%

Types d'informations désirées rapportés par milieu (top 3)

	Rural	Urbain
1	Comment avoir accès à l'aide humanitaire et s'enregistrer comme bénéficiaire (35%)	Comment avoir accès à l'aide humanitaire et s'enregistrer comme bénéficiaire (31%)
2	Comment avoir accès à de la nourriture et de l'assistance alimentaire (25%)	Actualité sur la zone (22%)
3	Actualité sur la zone (19%)	Situation sécuritaire sur la zone (20%)

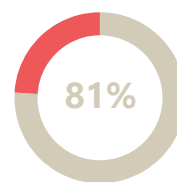
6%

de ménages ont rapporté avoir **reçu de l'aide humanitaire** dans les 12 mois précédant l'évaluation, et seulement **2%** dans les 3 mois précédant l'évaluation.

95%

des ménages sont dans le besoin (ménages avec un score de sévérité de 3 ou plus) et **83%** des ménages ont des besoins non-satisfaits de niveau extrême (4) ou très extrême (4+).

Satisfaction à propos de l'aide reçue :



Parmi les ménages qui ont rapporté avoir reçu de l'aide dans les 12 mois précédant l'évaluation, 81% ont mentionné être satisfaits. Les trois principales raisons pour justifier leur insatisfaction vis-à-vis de l'assistance humanitaire :

- 1) **Qualité de l'aide insuffisante (56%)**
- 2) **Quantité de l'aide insuffisante (52%)**
- 3) **Retard dans la réception de l'aide (13%)**

Source d'information de confiance et réseau mobile

Sources d'informations de confiance (top 4) : Radio (77%), Télévision (13%), Leader religieux (11%) et leader communautaire (11%).

Accès au réseau mobile / à un téléphone, % de ménages par milieu :

	Rural	Urbain
Couverture pour appels, SMS et internet	20%	38%
Couverture pour appels et SMS	41%	29%
Aucune couverture réseau	23%	28%
Aucun téléphone dans le ménage	16%	5%

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



Groupe de coordination
inter-secteur (ISCG)



FINANCÉE PAR :



Financé par
l'Union européenne
Protection civile et
aide humanitaire



AVEC LE SOUTIEN DE :



Méthodologie. La collecte de données a eu lieu du 12 juin au 13 septembre 2022 et 3896 ménages ont participé à l'enquête dans les 10 départements. Les entretiens ont été effectués en personne. REACH a effectué la collecte pour les ménages en population générale. L'échantillon est stratifié par grappes avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Les données sont représentatives au niveau des départements et des milieux (soit rural, soit urbain), et au niveau des communes pour la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince. Du fait de contraintes d'accès sécuritaire et des mouvements sociaux du mois de septembre 2022, l'échantillon pour la strate 'Ouest - Rural' n'a pas pu être complété et les résultats doivent être considérés comme indicatif.

Pour plus d'informations sur la méthodologie et les limites, l'annexe méthodologique de l'évaluation est disponible [ici](#).

À propos de REACH: REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

¹ Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis de la manière suivante :

- Extrême + (4+) : Indication d'un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement dangereuses pour la vie (risque accru de mortalité et/ou atteinte irréversible au bien-être physique ou mental).
- Extrême (4) : Effondrement du niveau de vie. (Risque de) atteinte importante au bien-être physique ou mental.
- Sévère (3) : Dégradation du niveau de vie (par rapport au niveau habituel/typique). Réduction de l'accès/disponibilité des biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- Préoccupant (2) : Les niveaux de vie sont sous pression. Impact minime (risque d'impact) sur le bien-être physique ou mental / état préoccupant du bien-être physique ou mental en général.
- Minimal (1) : Le niveau de vie est acceptable, montrant au maximum quelques signes de détérioration et/ou de services de base inadéquats. Impact (risque d'impact) nul ou minime sur le bien-être physique ou mental.

² MSPP, [Choléra Communiqué #1](#), 1^{er} octobre 2022.

PAGE 2

¹ OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\)](#), 2022.

² UNDP, [Classement de l'IDH](#), 2022.

³ Trading Economics, [Haïti Inflation Rate](#), 2022. A titre d'exemple, le taux d'inflation était de 30.5% en juillet 2022.

⁴ IFAD, [Haïti Context](#), 2022.

⁵ OCHA, *ibid.*

⁶ Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), [Stratégie de réponse humanitaire au séisme du 14 août 2021](#), 2022.

PAGE 4

¹ Ce pourcentage correspond aux ménages ayant rapporté vivre à l'air libre ou dans un abri improvisé, dans une tente, dans un bâtiment non couvert ou dans un abri collectif, ainsi que les ménages ayant rapporté que leur abri était totalement effondré ou trop endommagé et dangereux pour pouvoir y vivre.

² Les ménages considérés comme ayant de l'eau en quantité suffisante sont les ménages qui ont rapporté avoir accès à suffisamment pour deux usages en plus de l'eau de boisson (par exemple pour la cuisine ou l'hygiène personnelle). Pour plus de détails, voir l'[annexe méthodologique](#) (page 21).

³ Est considéré acceptable un temps pour aller chercher l'eau, collecter et revenir de moins d'une heure. Voir l'[annexe méthodologique](#) pour plus de détails sur la définition des sources d'eau améliorées (page 21).

⁴ Cet indicateur est indicateur composite qui comprend les questions de dommages sur l'abri d'habitation, de problèmes de conditions de vie au sein de l'abri, d'accès à l'électricité et d'espace suffisant pour que l'ensemble des individus du ménage dorment à l'intérieur.

⁵ Pour plus d'informations sur la méthodologie de la classification de la matrice de Few's Net, voir l'[annexe méthodologique](#) (page 19) ou la méthodologie complète de Few's Net [ici](#).

⁶ Le manque de capacité transversal est basé sur l'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI), qui est un indicateur composite basé sur plusieurs catégories de stratégies de subsistance. Voir l'[annexe méthodologique](#) (page 24).

*Les manques en termes de niveau de vie (LSG) sont des indicateurs composites qui sont conçus pour mesurer la sévérité et l'ampleur des besoins propres à chaque secteur humanitaire inclus dans la MSNA. Les LSG sont les blocs de construction analytiques pour produire le MSNI.